

diplomatie nationale de ses limites traditionnelles. Même si Trudeau a bien fait comprendre qu'il avait l'intention de reconnaître la République populaire de Chine, il a insisté sur le fait que cette reconnaissance s'inscrivait dans le cadre d'une révision beaucoup plus large de l'attitude du Canada envers les pays de la région du Pacifique :

Nous devons envisager notre relation avec la Chine dans la perspective d'un intérêt renouvelé envers les questions relatives à la région du Pacifique en général. Le fait que par le passé nos préoccupations se soient portées sur l'Europe et la région de l'Atlantique, ont eu pour effet de mettre en veilleuse une réalité canadienne, à savoir que le Canada est aussi un pays côtier du Pacifique.⁴¹

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque, Mitchell Sharp, a ajouté que l'Australie «aura[it] un rôle prépondérant dans ce dossier».⁴² Le ministre des Affaires étrangères de l'Australie, Paul Hasluck, était d'avis que l'intérêt manifesté par Trudeau envers l'Asie était somme toute encourageant; lui-même et ses hauts fonctionnaires nourrissaient un certain espoir que le nouveau gouvernement du Canada, contrairement à l'ancien, pourrait faire sien le point de vue de l'Australie sur les crises qui sévissaient en Asie, avant de procéder à la reconnaissance de la Chine.

Malgré les objections soulevées par plusieurs alliés du Canada, y compris l'Australie, Trudeau est passé à l'action et a mis en oeuvre les plans menant à la reconnaissance de la Chine. En outre, la guerre du Vietnam continuait d'opposer Ottawa à Canberra. Les efforts du Canada pour resserrer ses liens avec l'Australie, déployés dans le cadre de son plan de redéfinition du pays comme nation côtière du Pacifique, ont été vains à cause des divergences d'opinions sur ces sujets entre les deux pays. La proposition de Jean-Luc Pépin, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, faite à l'Australie en vue d'élaborer un programme de visites ministérielles périodiques destinées à raviver les relations entre les deux pays, a été accueillie avec tiédeur. C'est en termes directs que le ministre australien des Affaires étrangères a écarté l'offre de Pépin : «[le Canada] ne peut pas s'attendre à faire beaucoup de progrès dans [ses] relations avec les pays côtiers du Pacifique [s'il] persiste à vouloir tendre la main à la Chine communiste».⁴³

Trudeau lui-même n'a pas remporté plus de succès lors de sa visite en Australie, au mois de juin 1970, visite qui faisait partie d'une démarche visant à souligner l'importance sans cesse croissante de la région du Pacifique au Canada. La crise qui sévissait en Asie du Sud-Est n'était pas sans alourdir l'atmosphère dans laquelle se déroulaient les discussions. Même si Trudeau a réussi alors à obtenir de son homologue australien l'engagement «de mener des consultations à un niveau élevé», il était évident que les hauts fonctionnaires et les politiciens australiens étaient peu enthousiastes à l'égard du Canada et de son